

Questions orales

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je ne nie pas que les taux d'intérêt diminuent, mais il subsiste un écart de presque 4 p. 100 entre les taux d'intérêt américains et les taux canadiens. En conséquence, la valeur de notre dollar est trop élevée pour rendre nos produits plus compétitifs aux États-Unis.

Le gouvernement prédit dans le discours du Trône qu'environ 2,5 millions d'emplois seront créés d'ici l'an 2000, c'est-à-dire neuf ans. Le premier ministre ne sait-il pas qu'entre 1970 et 1979, en partant d'une économie beaucoup plus modeste, on a créé plus d'emplois à cette époque-là que les 2,5 millions qu'on se propose de créer durant la même période de neuf ans? Le premier ministre n'est donc pas disposé ou pas capable de faire aujourd'hui ce qui s'impose pour rendre l'économie canadienne plus concurrentielle, de sorte que nous ayons des emplois. Nous avons besoin d'un dollar de valeur moindre et de taux d'intérêts plus compétitifs si nous voulons pouvoir soutenir la concurrence.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon honorable collègue a parfaitement raison et, en effet, en six ans, de 1984 à l'année dernière, 1,6 million d'emplois ont été créés, ce qui constitue le meilleur chiffre de création d'emplois par habitant dans tout le monde industrialisé, le Japon excepté. C'est une réalisation tout à fait remarquable.

Nous croyons que l'objectif que nous avons fixé est réalisable: 2,5 millions de nouveaux emplois, soit une augmentation de 25 p. 100 de la richesse individuelle réelle. Grâce à une production accrue, à la diminution de notre déficit, au remboursement graduel de la dette et au renforcement de l'unité, le Canada pourra sans doute faire mieux. C'est pourquoi l'unité est si intimement liée à la prospérité.

Je suis d'accord sur certains des points que mon honorable ami a fait valoir ce matin dans son intervention, et c'est pourquoi nous devons collaborer pour faire en sorte que le Canada jouisse de l'unité et de la prospérité.

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Ce que je veux faire remarquer, monsieur le Président, c'est que le premier ministre ne se soucie absolument pas des problèmes des chômeurs d'aujourd'hui. Il conserve exactement les mêmes politiques qui ont provoqué la récession d'origine purement canadienne. Je veux faire comprendre au premier ministre qu'il serait plus facile de restaurer l'unité au Canada si l'économie y était plus saine, et qu'il devrait commencer à y travailler tout de suite. Pour y arriver, il doit réduire la valeur du dollar canadien comme la plupart des porte-parole du secteur industriel le demandent au gouvernement. Pour y arriver, le gouver-

nement pourrait rendre les taux d'intérêt plus compétitifs afin que nous puissions soutenir la concurrence et créer des emplois.

• (1420)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon honorable ami dit que nous devons nous donner pour priorité absolue de réduire la valeur du dollar canadien. Il se trompe tout à fait. Nous devons nous donner pour priorité absolue de réduire les taux d'intérêt, et nous devons le faire tout en gardant le taux d'inflation bas.

La dernière chose que souhaite le pays, c'est une répétition de la situation provoquée par un gouvernement dont il faisait partie lorsque le taux d'inflation et le taux de chômage sont devenus excessifs et que les dépenses ont échappé à tout contrôle.

Nous voulons instaurer une croissance économique soutenue dans un climat non inflationniste, et c'est exactement ce que notre gouvernement est en train de faire.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, l'une des affirmations les plus échevelées du discours du Trône est cette absurdité selon laquelle l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis aurait contribué à raffermir notre économie.

C'est une fausseté flagrante. Les employés de l'industrie sidérurgique, les éleveurs de porcs et les travailleurs forestiers savent tous que la promesse du gouvernement qui faisait miroiter la liberté d'accès au marché américain est une imposture. Les victimes de ce premier accord commercial ne se comptent plus dans l'économie canadienne.

Il y a aujourd'hui 1,5 millions de Canadiens au chômage. Depuis la signature de l'accord commercial, 360 000 emplois ont disparu. Dans ces conditions, pourquoi le gouvernement se lance-t-il aveuglément dans un deuxième accord avec un autre pays?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je signale à la députée que, depuis 1988, notre excédent commercial avec les États-Unis est passé de 14 à 17 milliards de dollars. Nos exportations ont progressé de 7 p. 100 malgré la récession. Il y a eu aussi un revirement dans le flux des investissements. Prenons les investissements directs au Canada. Nous sommes passés d'une diminution nette en 1988 à une augmentation nette de l'ordre de 5 milliards. Ces statistiques générales englobent quelques améliorations très importantes de notre performance économi-